

Déclaration liminaire de la CGT Finances publiques Haute Savoie
Formation spécialisée du 30 septembre 2026

Madame la Présidente,

Cette rentrée s'ouvre après un été durant lequel le Gouvernement aura, une fois encore, perfectionné sa méthode : profiter de la période estivale pour préparer de nouveaux reculs sociaux, et présenter l'addition aux salariés, aux retraités, aux malades et aux agents publics.

Lors du rendez-vous salarial du 8 juillet, le Gouvernement a confirmé une troisième année de gel du point d'indice. Aujourd'hui, 862000 agentes et agents publics perçoivent une indemnité différentielle pour ne pas être rémunérés en dessous du SMIC. Cela devrait provoquer un sursaut. Cela n'a suscité du Gouvernement que quelques mesurées et de vagues promesses renvoyées à plus tard.

Dans le même temps, de nouvelles économies ont été annoncées pour 2026, notamment au détriment de l'Assurance maladie, tandis que 12 milliards d'euros de coupes supplémentaires se profilent pour 2027. Hausse des franchises médicales, menace de désindexation de certaines pensions, remise en cause du 1^{er} mai chômé : le Gouvernement fouille les poches de ceux qui travaillent et de ceux qui ont travaillé.

Il appelle cela la responsabilité. Nous y voyons une politique de classe.

Pour justifier cette austérité, le Gouvernement brandit la dette publique. Depuis 2017, celle-ci a augmenté de plus de 1000 milliards d'euros. Le chiffre est considérable. Mais alors, posons la seule question sérieuse : où est passé l'argent ?

Il n'est manifestement pas passé dans les effectifs, puisque les suppressions d'emplois se poursuivent. Il n'est pas davantage passé dans l'entretien des bâtiments publics, l'adaptation des locaux au changement climatique, la restauration collective, ou la protection de la santé des personnels.

En revanche, 211 milliards d'euros d'aides publiques sont mobilisés chaque année au profit des entreprises, sans contrôle véritable, sans contrepartie sérieuse sur l'emploi, les salaires ou l'investissement. Pendant que la dette publique s'alourdit, les 500 plus grandes fortunes françaises sont passées d'environ 200 milliards d'euros en 2010 à 1200 milliards en 2025.

La France ne manque donc pas de richesses. Ces richesses sont produites par le travail, mais elles sont accaparées par quelques-uns. Le problème n'est pas une prétendue dépense sociale excessive : il réside dans les recettes abandonnées, les cadeaux consentis et les choix politiques accomplis au profit du capital.

Cet été en a fourni une démonstration presque brutale.

Les canicules, les incendies et la sécheresse ne sont plus des accidents exceptionnels. Ils deviennent une réalité durable et prévisible du travail. Pourtant, à la DDFIP de Haute Savoie, l'anticipation n'a pas été à la hauteur.

Dans des locaux non climatisés, les collègues ont travaillé avec des ventilateurs insuffisants, sans salles de repli qui puissent correspondre au besoin des agents. Les collègues qui travaillent à la Cité ou à Seynod, ne vont pas aller dans une salle climatisée rue de la Gare, sous dimensionnée pour accueillir l'ensemble des équipes. Du coup, à Seynod, les collègues travaillaient avec des

températures de 32° dans les bureaux côté est, et encore davantage dans les bureaux côté sud et ouest.

Les contradictions de la politique gouvernementale se paient donc ici, très concrètement. Le Gouvernement prétend faire de la transition écologique une priorité, mais refuse les investissements nécessaires pour adapter les bâtiments publics. Il affirme défendre la santé au travail, mais maintient les agent·es et les agents dans des locaux devenus parfois impropres au travail. Il célèbre les services publics lorsque survient une catastrophe, puis supprime leurs emplois et réduit leurs moyens le reste de l'année.

Les épisodes caniculaires sont la conséquence du dérèglement climatique. Mais l'exposition des personnels, l'impréparation des administrations et l'insuffisance des protections sont, elles, le résultat direct de choix politiques : sous-investissement immobilier, restrictions budgétaires et refus d'adapter réellement l'organisation du travail.

Que se passera-t-il l'année prochaine ?

Faudra-t-il attendre une nouvelle vague de chaleur pour découvrir que certains sites sont toujours impossibles à rafraîchir ? Comment faudra-t-on s'y prendre pour obtenir des ventilateurs, des salles de repli ou le recours à un télétravail exceptionnel réellement accessible ?

La prévention ne peut pas se réduire à une réaction tardive lorsque le danger est déjà là.

La CGT demande donc que la directrice départementale prenne devant cette Formation spécialisée des engagements clairs afin que ces situations ne se reproduisent plus.

Madame la Présidente, les conditions de travail ne constituent pas une variable d'ajustement budgétaire. La santé des collègues n'est pas négociable. Le dialogue social ne peut pas consister à informer les représentants du personnel lorsque tout est déjà décidé.

La CGT Finances publiques dénonce le recul du service public imposé aux usager·e·s et aux agent·e·s. A la DDFIP Haute Savoie, ce sera la disparition de la Trésorerie de la Roche sur Foron au 1^{er} septembre 2027 et la fermeture du SGC d'Annemasse est déjà programmée....

Abandonnez ces projets, Madame la Directrice, au lieu de continuer à détruire notre service de proximité au public ! On parle de désert rural pour les services publics. En Haute Savoie, le désert du service public va s'accroître. En 2027, la fusion des 2 CDIF d'Annecy et Bonneville est programmée avec création d'une antenne pérenne à Bonneville et le siège à Annecy. On sait ce que veut dire « pérenne » à la DGFIP et les collègues du CDIF de Bonneville se demandent déjà jusqu'à quand leur emploi à Bonneville est vraiment garanti. Le 1^{er} janvier 2028, la disparition juridique du SIP d'Annemasse est annoncée ; il devient aussi une antenne pérenne d'un autre SIP. Est-ce ainsi que se solutionnera le problème de management au SIP d'Annemasse qui a fait l'objet de deux saisines de l'Inspection du travail pour danger grave et imminent ?

A force de fermetures, la colère du public et des collègues finira par s'exprimer contre cette politique de casse antisociale et de casse du service public.

Si les collègues doivent venir travailler à Annecy ou ailleurs en raison de ces fermetures, leur temps de trajet domicile-travail va obligatoirement s'allonger. Quelle compensation envisagez-vous ?

Dans ce contexte, que ce soit en Haute Savoie, et dans toute la France, la souffrance au travail ne fait que s'accroître. Il n'est donc pas étonnant que les suicides et les tentatives de suicide se soient multipliés.

C'est dans ce contexte que la CGT Finances publiques Haute Savoie a appelé tous les personnels de la DDFIP à la journée de mobilisation fonction publique du 29 septembre pour dénoncer cette politique. Parmi les revendications portées par la CGT Finances publiques, il y a d'abord une revalorisation des salaires dans les 3 versants de la fonction publique. Le blocage des salaires a en effet trop duré.